MÉMENTO DE DROIT PÉNAL 2020

THOMAS HENRION
Juge au tribunal de 1ère instance de Namur

Wolters Kluwer

Editeur responsable : Paul De Ridder

© 2019 Wolters Kluwer Belgium SA
Zénobe Gramme (bâtiment G)
Square des Conduites d'Eau 9-10
4031 Liège

Service clientèle et adresse de correspondance :
Motstraat 30
2800 Malines
Tél. : 015 78 76 00
client.BE@wolterskluwer.com
www.wolterskluwer.be

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.

D/2019/2664/376
ISBN 978-94-03-01231-5
BP/POLMDP-PI19001

TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

Votre recherche facilitée grâce au numéro Kluwer V

Préface VII

Avant-propos IX

PARTIE 1 CODE PÉNAL 1

LE CODE PÉNAL: QU'EST-CE QUE C'EST ET COMMENT L'UTILISER? 3

Code pénal – 8 juin 1867 5
Livre premier. Des infractions et de la répression en général 5
Chapitre I^er^. Des infractions 5
Chapitre II. Des peines 5
Section I^re^. Des diverses espèces de peines 5
Section II. Des peines criminelles 6
Section III. De l'emprisonnement correctionnel 7
Section IV. De l'emprisonnement de police 8
Dispositions communes aux sections II, III et IV 8
Section V. Des peines communes aux crimes et aux délits 8
Section V*bis*. De la peine de surveillance électronique 10
Section V*ter*. De la peine de travail 14
Section V*quater*. De la peine de probation autonome 16
Section VI. Des peines communes aux trois espèces d'infractions 19
Chapitre III. Des autres condamnations qui peuvent être prononcées pour crimes, délits ou contraventions 23
Chapitre IV. De la tentative de crime ou de délit 24
Chapitre V. De la récidive 24
Chapitre VI. Du concours de plusieurs infractions 26
Chapitre VII. De la participation de plusieurs personnes au même crime ou délit 27
Chapitre VIII. Des causes de justification et d'excuse 28
Chapitre IX. Des circonstances atténuantes 28
Chapitre X. De l'extinction des peines 29
Chapitre XI. De la prise en compte des condamnations prononcées par les juridictions pénales d'autres Etats 31
Dispositions générales 31
Livre II. Des infractions et de leur répression en particulier 32
Titre premier. Des crimes et des délits contre la sûreté de l'État 32
Chapitre I^er^. Des attentats et des complots contre le Roi, contre la famille royale et contre la forme du gouvernement 32
Chapitre II. Des crimes et des délits contre la sûreté extérieure de l'État 33
Chapitre III. Des crimes contre la sûreté intérieure de l'État 41
Disposition commune au présent titre 42

Titre I^er^*bis*. Des violations graves du droit international humanitaire 43
Titre I^er^*ter*. Des infractions terroristes 49
Titre II. Des crimes et des délits qui portent atteinte aux droits garantis par la Constitution 54
[...] 54
Chapitre I^er^. Des délits relatifs au libre exercice des cultes 54
Chapitre II. Des atteintes portées par des fonctionnaires publics aux droits garantis par la Constitution 55
Titre III. Des crimes et des délits contre la foi publique 57
Chapitre I^er^. De la fausse monnaie 57
Chapitre II. De la contrefaçon ou falsification des effets publics, des actions, des obligations, coupons d'intérêts et des billets de banque autorisés par la loi 58
Chapitre II*bis*. Protection des signes monétaires ayant cours légal 59
Chapitre III. De la contrefaçon ou falsification des sceaux, timbres, poinçons, marques, etc. 59
Disposition particulière 62
Chapitre IV. Des faux commis en écritures, en informatique et dans les dépêches télégraphiques 63
Section I^re^. Des faux en écritures authentiques et publiques, en écritures de commerce ou de banque et en écritures privées 63
Section II. Des faux commis dans les passeports, ports d'armes, livrets, feuilles de route et certificats 63
Section II*bis*. Faux en informatique 65
Section III. Des faux commis dans les dépêches télégraphiques 65
Dispositions communes aux quatre précédents chapitres 66
Chapitre V. Du faux témoignage et du faux serment 66
Chapitre VI. De l'usurpation de fonctions, de titres ou de nom 67
Titre IV. Des crimes et délits contre l'ordre public, commis par des personnes qui exercent une fonction publique ou par des ministres des cultes dans l'exercice de leur ministère 69
Chapitre I^er^. De la coalition des fonctionnaires 69
Chapitre II. De l'empiétement des autorités administratives et judiciaires 69
Chapitre III. Du détournement, de la concussion et de la prise d'intérêt commis par des personnes qui exercent une fonction publique 70
Chapitre IV. De la corruption de personnes qui exercent une fonction publique 71
Chapitre V. Des abus d'autorité 73
Chapitre V*bis*. De l'interception, de la prise de connaissance et de l'enregistrement de communications non accessibles au public et de données d'un système informatique 74
Disposition commune aux chapitres précédents 75
Chapitre VI. De l'exercice de l'autorité publique illégalement anticipé ou prolongé 75
Chapitre VII. De quelques délits relatifs à la tenue des actes de l'état civil 75
Chapitre VIII. Des infractions commises par les ministres des cultes dans l'exercice de leur ministère 75

Titre V. Des crimes et des délits contre l'ordre public commis par des particuliers 76
Chapitre Ier. De la rébellion 76
Chapitre II. Des outrages et des violences envers les ministres, les membres des chambres législatives, les dépositaires de l'autorité ou de la force publique 77
Chapitre III. Du bris de scellés 78
Chapitre IV. Des entraves apportées à l'exécution des travaux publics 79
Chapitre V. Des crimes et des délits des fournisseurs 79
Chapitre VI. De la publication ou de la distribution d'écrits sans indication du nom et du domicile de l'auteur ou de l'imprimeur 80
Chapitre VII. Des infractions aux lois et règlements sur les loteries, les maisons de jeu et les maisons de prêt sur gages 80
Chapitre VIII. Des infractions relatives à l'industrie, au commerce et aux enchères publiques 81
Chapitre VIII*bis*. Infractions relatives au secret des communications non accessibles au public et des données d'un système informatique 82
Chapitre IX. De quelques autres infractions à l'ordre public 83
Section Ire. Des infractions aux lois sur les inhumations 83
Section II. Des entraves à l'exercice de la fonction juridictionnelle 83
Section III. Des infractions relatives aux épizooties 83
Titre VI. Des crimes et des délits contre la sécurité publique 83
Chapitre Ier. De l'association formée dans le but d'attenter aux personnes ou aux propriétés et de l'organisation criminelle 83
Chapitre II. Des menaces d'attentat contre les personnes ou contre les propriétés, et des fausses informations relatives à des attentats graves 85
Chapitre III. De l'évasion des détenus 86
Chapitre IV. De la rupture de ban et de quelques recèlements 86
Chapitre V. Des délits contre la sécurité publique commis par des vagabonds ou des mendiants 87
Titre VI*bis*. Des crimes relatifs à la prise d'otages 87
Titre VII. Des crimes et des délits contre l'ordre des familles et contre la moralité publique 87
Chapitre Ier. De l'avortement 87
Chapitre II. [...] 88
Chapitre III. Des crimes et délits tendant à empêcher ou à détruire la preuve de l'état civil de l'enfant 88
Chapitre IV. [...] 89
Chapitre V. Du voyeurisme, de l'attentat à la pudeur et du viol 89
Chapitre VI. De la corruption de la jeunesse et de la prostitution 92
Chapitre VII. Des outrages publics aux bonnes mœurs 96
Chapitre VIII. De la bigamie 99
Chapitre IX. De l'abandon de famille 99
Chapitre X. Des crimes et délits en matière d'adoption 100
Chapitre XI. Du mariage forcé et de la cohabitation légale forcée 100
Titre VIII. Des crimes et des délits contre les personnes 101
Chapitre Ier. De l'homicide, des lésions corporelles volontaires, de la torture, du traitement inhumain et du traitement dégradant 101
Section Ire. Du meurtre et de ses diverses espèces 102

Section II. De l'homicide volontaire non qualifié de meurtre et des lésions corporelles volontaires 102
Section III. De l'homicide, des blessures et des coups excusables 106
Section IV. De l'homicide, des blessures et des coups justifiés 107
Section V. De la torture, du traitement inhumain et du traitement dégradant 107
Chapitre II. De l'homicide et des lésions corporelles involontaires 108
Chapitre III. Des atteintes aux mineurs, aux personnes vulnérables et à la famille 110
Section Ire. Du délaissement et de l'abandon d'enfants ou de personnes vulnérables dans le besoin 110
Section II. Des privations d'aliments ou de soins infligées à des mineurs ou des personnes vulnérables 111
Section III. Disposition commune aux sections Ire et II 111
Section IV. De l'enlèvement et du recel de mineurs et de personnes vulnérables 111
Section V. De la non-représentation d'enfants 112
Section VI. De l'utilisation de mineurs et de personnes vulnérables à des fins criminelles ou délictuelles 113
Section VII. De l'atteinte à la vie privée du mineur 113
Section VIII. Du leurre de mineurs par le biais des technologies de l'information et de la communication à des fins criminelles ou délictuelles 114
Chapitre III*bis*. De l'exploitation de la mendicité 114
Chapitre III*ter*. De la traite des êtres humains 115
Chapitre III*ter*/1. Du trafic d'organes humains 117
Chapitre III*quater*. De l'abus de la vulnérabilité d'autrui en vendant, louant ou mettant à disposition des biens en vue de réaliser un profit anormal 120
Chapitre IV. Des attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile, commis par des particuliers 121
Chapitre IV*bis*. Du harcèlement 123
Chapitre IV*ter*. De l'abus de la situation de faiblesse des personnes 123
Chapitre V. Des atteintes portées à l'honneur ou à la considération des personnes 124
Chapitre VI. De quelques autres délits contre les personnes 126
Titre IX. Crimes et délits contre les propriétés 128
Chapitre Ier. Des vols et des extorsions 128
Section Ire. Des vols commis sans violences ni menaces 129
Section II. Des vols commis à l'aide de violences ou menaces et des extorsions 129
Section II*bis*. Des vols et extorsions de matières nucléaires 131
Section III. De la signification de certains termes employés dans le présent code 132
Chapitre Ier*bis*. De la protection physique des matières nucléaires et des autres matières radioactives 134
Chapitre II. Des fraudes 135
Section Ire. Des infractions liées à l'insolvabilité 135
Section II. Des abus de confiance 137
Section III. De l'escroquerie et de la tromperie 138
Section 3*bis*. De la corruption privée 140

Section III*bis*. Fraude informatique 141
Section IV. Du recèlement et d'autres opérations relatives à des choses tirées d'une infraction 141
Section V. De quelques autres fraudes 142
Chapitre III. Destructions, dégradations, dommages 144
Section I^re^. De l'incendie 144
Section II. De la destruction des constructions, des machines à vapeur et des appareils télégraphiques 146
Section III. De la destruction ou dégradation des tombeaux, monuments, objets d'art, titres, documents ou autres papiers 147
Section IV. De la destruction ou détérioration de denrées, marchandises ou autres propriétés mobilières 147
Section IV*bis*. Graffiti et dégradation des propriétés immobilières 148
Section V. Destructions et dévastations de récoltes, plantes, arbres, greffes, grains et fourrages, destruction d'instruments d'agriculture 149
Section VI. De la destruction des animaux 149
Section VII. Dispositions communes aux précédentes sections 150
Section VIII. De la destruction de clôtures, du déplacement ou de la suppression des bornes et pieds corniers 150
Section VIII*bis*. De l'intrusion dans des zones portuaires 150
Section IX. Destructions et dommages causés par les inondations 151
Titre IX*bis*. Infractions contre la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des systèmes informatiques et des données qui sont stockées, traitées ou transmises par ces systèmes 151
Titre X. Des contraventions 153
Chapitre I^er^. […] 153
Chapitre II. […] 153
Chapitre III. […] 154
Chapitre IV. […] 154

PARTIE 2 COMMENTAIRES 157

LIVRE I. DES INFRACTIONS ET DE LA RÉPRESSION EN GÉNÉRAL 159

1. Infractions (Art. 1^er^) 159
1.1. Catégories d'infractions 159
1.2. Éléments constitutifs de l'infraction 160
1.3. Diverses espèces de délits 161

2. Non-rétroactivité (Art. 2) 162

3. Territorialité (Art. 3 et 4) 163

4. Responsabilité pénale des personnes morales (Art. 5) 165

5. Peines (Art. 7 à 43*quater*) 166
5.1. La peine 166
5.1.1. Définition 166
5.1.2. Caractéristiques 166

5.1.3. Catégories 166
5.1.4. Peines applicables aux personnes physiques 167
5.2. La loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation 174
5.2.1. La suspension du prononcé de la condamnation 175
5.2.2. Le sursis à l'exécution de la condamnation 176
5.2.3. La probation 177
5.3. L'exécution de la peine 178

6. Restitution et dommages et intérêts (Art. 44 à 50*bis*) 180

7. Tentative (Art. 51 à 53) 181

8. Récidive (Art. 54 à 57) 182

9. Concours d'infraction (Art. 58 à 65) 185
9.1. Le concours matériel 185
9.2. Le concours idéal 186

10. Participation (Art. 66 à 69) 188
10.1. Un concert préalable 188
10.2. Un acte de participation prévu par la loi 188
10.2.1. La corréité (Art. 66) 189
10.2.2. La complicité (Art. 67) 190
10.3. L'existence d'une infraction principale 191

11. Causes de justification et d'excuse (Art. 70 à 78) 191
11.1. Les causes de justification 191
11.1.1. L'ordre de la loi ou de l'autorité (Art. 70) 191
11.1.2. La démence (Art. 71) 192
11.1.3. La contrainte (Art. 71) 194
11.1.4. La légitime défense (Art. 416 et 417) 195
11.1.5. L'état de nécessité 195
11.1.6. L'erreur invincible 195
11.1.7. La minorité 196
11.1.7.1. Le roulage 198
11.1.7.2. Le dessaisissement 199
11.2. Les causes d'excuses (Art. 78) 199

12. Circonstances atténuantes (Art. 79 à 85) 199

13. Extinction des peines et des condamnations (Art. 86 à 99) 205
13.1. Extinction de la peine 205
13.1.1. La mort du condamné 205
13.1.2. L'arrêté de grâce 205
13.1.3. La prescription 206
13.2. Extinction de la condamnation 206
13.2.1. L'effacement 207
13.2.2. La réhabilitation 207
13.2.3. La révision 207
13.2.4. L'amnistie 207

14. Lois particulières (Art. 100) 207

15. Infraction militaire (Art. 100*bis*) 207

16. Mineur (Art. 100*ter*) 208

LIVRE II. DROIT PÉNAL SPÉCIAL 209

1. Violations graves du droit international humanitaire (Art. 136*bis* à 136*octies*) 209

2. Infractions terroristes (Art. 137 à 141*ter*) 209

3. Atteintes portées par des fonctionnaires publics aux droits garantis par la Constitution (Art. 147 à 159) 212

3.1. L'arrestation ou la détention illégale et arbitraire (Art. 147) 212

3.2. La violation de domicile (Art. 148) 213

4. Fausse monnaie (Art. 160 à 172) 214

5. Faux billets (Art. 173 à 178) 214

6. Faux (Art. 193 à 214) 215

6.1. Une écriture prévue par la loi pénale 215

6.2. L'altération de la vérité par un des modes légaux 216

6.2.1. L'altération de la vérité 216

6.2.2. Par un des modes légaux 217

6.3. L'intention frauduleuse ou le dessein de nuire 217

6.4. Le préjudice 218

7. Faux témoignage et faux serment (Art. 215 à 226) 220

8. Usurpation de fonctions, de titres ou de noms (Art. 227 à 232) 221

9. Crimes et délits contre l'ordre public commis par des personnes qui exercent une fonction publique (Art. 233 à 245) 222

9.1. Le détournement 222

9.2. La concussion 222

9.3. La prise d'intérêt 223

10. Corruption (Art. 246 à 253) 223

10.1. Généralités 223

10.2. La corruption publique 224

10.3. Le trafic d'influence 225

10.4. La corruption privée 225

11. Écoutes, prise de connaissance et enregistrement de communications et de télécommunications privées (Art. 259*bis*) 225

12. Rébellion (Art. 269 à 274) 229
12.1. L'acte matériel de rébellion 229
12.2. La qualité de la personne protégée 230
12.3. L'exercice des fonctions 230
12.4. L'élément moral 230
12.5. Circonstances aggravantes 231

13. Outrages et violences envers les fonctionnaires (Art. 275 à 282) 231
13.1. L'outrage 231
13.2. Les violences à l'égard des fonctionnaires 231

14. Bris de scellés (Art. 283 à 288) 232

15. Jeux (Art. 301 à 308) 233

16. Association de malfaiteurs et organisation criminelle (Art. 322 à 326) 233
16.1. L'association de malfaiteurs 233
16.2. L'organisation criminelle (Art. 324*bis* et 324*ter*) 234
16.2.1. Généralités 234
16.2.2. Définition 235
16.2.3. Différents modes de participation 236

17. Menaces (Art. 327 à 331*bis*) 238
17.1. Les menaces d'attentat contre les personnes ou contre les propriétés 238
17.1.1. Menaces écrites 238
17.1.2. Menaces verbales 238
17.1.3. Menaces par gestes ou emblèmes 239
17.2. Les fausses informations relatives à des attentats graves 239
17.3. Menaces nucléaires et bio-terroristes 240

18. Évasion (Art. 332 à 337) 240

19. Recel de criminel (Art. 339) 241

20. Recel de cadavre (Art. 340) 241

21. Prise d'otages (Art. 347*bis*) 241
21.1. Introduction 241
21.2. Éléments constitutifs de l'infraction 242
21.3. Répression 242
21.4. Distinctions 242

22. Du voyeurisme, de l'attentat à la pudeur et viol (art. 371/1 à 378*bis*) 243
22.1. Le voyeurisme 244
22.2. L'attentat à la pudeur 245
22.2.1. Notion d'attentat à la pudeur 245
22.2.2. Attentat à la pudeur sans violences ni menaces 247
22.2.3. Attentat à la pudeur avec violences et menaces 249

22.2.3.1. Violences 250
22.2.3.2. Menaces 250
22.2.4. Circonstances aggravantes spécifiques 251
22.2.5. Circonstances aggravantes applicables à tous les attentats à la pudeur 251
22.2.5.1. Mort de la victime 251
22.2.5.2. Tortures corporelles et séquestration 252
22.2.5.3. Faits commis sur une personne vulnérable 252
22.2.5.4. Usage d'arme 252
22.2.5.5. Circonstances liées à l'auteur 252
A. Ascendant en ligne directe de la victime, adoptant, frère et sœur ou toute personne qui occupe une position similaire et cohabitant 253
B. Personne ayant autorité sur la victime 253
C. Personne ayant abusé de l'autorité ou des facilités que lui conféraient ses fonctions 253
D. Médecin, chirurgien, accoucheur ou officier de santé 253
E. Pluralité d'auteurs 254
F. Sollicitation préalable 254
22.3. Le viol 254
22.3.1. Notion de viol 254
22.3.2. Viol proprement dit 257
22.3.3. Acte de pénétration sexuelle assimilé au viol 257
22.3.4. Circonstances aggravantes applicables à tous les viols 258

23. La sollicitation à caractère sexuel (art. 377*quater*) 258

24. Corruption de la jeunesse et prostitution (art. 379 à 382*ter*) 258
24.1. Objectifs de la législation 258
24.2. Notions de débauche et de prostitution 259
24.3. Corruption de la jeunesse 259
24.3.1. Élément matériel 259
24.3.1.1. Minorité de la victime 259
24.3.1.2. Exciter, faciliter ou favoriser la débauche 259
24.3.2. Élément moral 260
24.4. Embauchage, entraînement et détournement 260
24.4.1. Élément matériel 260
24.4.2. Élément moral 261
24.5. Tenue d'une maison de débauche ou de prostitution 261
24.5.1. Élément matériel 261
24.5.2. Élément moral 262
24.6. Proxénétisme immobilier 262
24.7. Exploitation de la débauche et de la prostitution 262
24.7.1. Élément matériel 262

24.7.2. Élément moral 263
24.8. Rétention dans une maison de débauche ou de prostitution 263
24.8.1. Élément matériel 263
24.8.2. Élément moral 263
24.9. Contrainte pour la débauche ou la prostitution 263
24.9.1. Élément matériel 263
24.9.2. Élément moral 264
24.10. Débauche et prostitution de mineurs 264
24.10.1. Le client du mineur débauché ou prostitué 264
24.10.2. L'assistance aux spectacles pédophiles 264
24.11. Provocation à la débauche 265
24.11.1. Élément matériel 265
24.11.2. Élément moral 265
24.12. Publicité en vue de la débauche ou de la prostitution 266
24.12.1. Élément matériel 266
24.12.2. Élément moral 267

25. Outrages publics aux bonnes mœurs (Art. 383 à 389) 267
25.1. Notion de bonnes mœurs 267
25.1.1. Caractère sexuel 268
25.1.2. Sentiment collectif 268
25.2. Examen des infractions 269
25.2.1. Diffusion de l'obscénité 269
25.2.1.1. Élément matériel 269
A. Objet 269
B. Utilisation de l'objet 271
25.2.1.2. Élément moral 271
25.2.1.3. Circonstances aggravantes 271
25.2.2. Expression de paroles obscènes 272
25.2.3. Diffusion d'emblèmes et objets obscènes 272
25.2.3.1. Élément matériel 272
A. Objet 272
B. Utilisation des objets 272
25.2.3.2. Élément moral 272
25.2.4. Outrage public aux mœurs par action 274
25.2.4.1. Élément matériel 274
A. Un acte contraire aux bonnes mœurs 274
B. Publicité 274
25.2.4.2. Élément moral 275
25.2.4.3. Circonstances aggravantes 275
25.2.5. Images, écrits et objets indécents de nature à troubler l'imagination des mineurs de moins de 18 ans 276

26. Règles particulières pour la répression des crimes et délits sexuels 276
26.1. La prescription 276

26.2. La compétence territoriale 279
26.3. Le secret professionnel 279
26.4. La non-assistance 282
26.5. L'audition des mineurs 283
26.6. L'exploration corporelle 284
26.7. La détention préventive 284
26.8. La correctionnalisation 284
26.9. La probation 285
26.10. Les interdictions 285
26.11. La confiscation 287
26.12. La libération conditionnelle 287
26.13. La défense sociale 288
26.14. La mise à disposition du tribunal d'application des peines 288
26.15. La protection de la vie privée 289
26.16. La transmission des décisions judiciaires à des tiers 290
26.17. L'interdiction de résidence 290
26.18. Exclusion de certaines peines (art. 37*ter* à 37*undecies* C. pén.) 290
26.19. Constitution de partie civile 291

27. Abandon de famille (Art. 391*bis* et 391*ter*) 291

28. Homicide, lésions corporelles volontaires, torture, traitement inhumain et traitement dégradant (Art. 392 à 417*quinquies*) 292
28.1. Le meurtre et ses diverses espèces 292
28.1.1. Le meurtre 292
28.1.1.1. L'acte matériel d'homicide 292
28.1.1.2. L'intention de donner la mort 294
28.1.2. Les diverses espèces de meurtre 295
28.1.2.1. L'assassinat 295
28.1.2.2. Le parricide 296
28.1.2.3. L'infanticide 296
28.1.2.4. L'empoisonnement 296
28.2. Les coups et blessures volontaires 297
28.2.1. Éléments constitutifs 297
28.2.1.1. Élément matériel : des blessures doivent être faites ou des coups portés 297
28.2.1.2. Élément moral : les coups doivent être portés ou les blessures doivent avoir été faites volontairement 299
28.2.2. Circonstances aggravantes 299
28.2.2.1. Le résultat des coups ou blessures (circonstance aggravante objective) 299
28.2.2.2. La préméditation (circonstance aggravante subjective) 300
28.2.2.3. La qualité de la victime (circonstance aggravante personnelle) 300

28.3. Le mobile 304
28.4. L'empoisonnement sans intention homicide 304
28.5. L'entrave méchante à la circulation 305
28.6. Les homicides, blessures et coups excusés 306
28.6.1. La provocation par des violences graves envers les personnes 306
28.7. Les homicides, blessures et coups justifiés 307
28.7.1. L'agression 308
28.7.2. La riposte 308
28.8. Les tortures, traitements inhumains et dégradants 310

29. Homicides et lésions corporelles involontaires (art. 418 à 422*quater*) 311
29.1. Un défaut de prévoyance ou de précaution 311
29.2. Des coups et blessures ou la mort de la victime 312
29.3. Une relation causale 312

30. Atteintes aux mineurs, aux incapables et à la famille (Art. 423 et 424) 313
30.1. Délaissement d'enfants ou d'incapables dans le besoin 314
30.2. Abandon d'enfants dans le besoin 314

31. Privation d'aliment ou de soins (Art. 425 et 426) 314

32. Enlèvement et recel de mineur (Art. 428 à 430) 315
32.1. Généralités 315
32.2. Enlèvement d'un mineur de moins de douze ans 316
32.3. Enlèvement d'un mineur de plus de douze ans 316
32.4. Recel de mineur 317
32.5. Circonstances aggravantes 317
32.6. Cause d'excuse atténuante 317

33. Non-représentation d'enfants (Art. 431 et 432) 318

34. Incitation de mineurs à commettre une infraction (Art. 433) 319

35. Exploitation de la mendicité (Art. 433*ter* et 433*quater*) 319

36. Traite des êtres humains (Art. 433*quinquies* à 433*novies*) 320

37. Marchands de sommeil (Art. 433*decies* à 433*quinquies-decies*) 322

38. Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers (Art. 434 à 442) 323
38.1. L'arrestation ou la détention illégale et arbitraire 323
38.2. La violation de domicile 323

39. Harcèlement (Art. 442*bis* et 442*ter*) 324
39.1. Le comportement incriminé 324
39.2. Le trouble provoqué 325

39.3. L'élément moral 326

40. Abus de la situation de faiblesse d'autrui (Art. 442*quater*) 326

41. Atteintes à l'honneur ou à la considération des personnes (Art. 443 à 453*bis*) 328

42. Vols et extorsions (Art. 461 à 488*bis*) 331
42.1. Le vol simple 331
42.1.1. La soustraction d'une chose 331
42.1.2. L'intention frauduleuse 332
42.1.3. Une chose appartenant à autrui 333
42.2. Le vol d'usage 335
42.3. Le vol domestique 335
42.4. Le vol qualifié 336
42.4.1. L'effraction 336
42.4.2. L'escalade 337
42.4.3. L'usage de fausses clefs 337
42.5. Le vol avec violences ou menaces (hold-up, carjacking, homejacking) 338
42.6. L'extorsion (racket) 340

43. Fraudes (Art. 489 à 509*ter*) 342
43.1. Les infractions liées à l'état de faillite et l'insolvabilité frauduleuse 342
43.1.1. Les infractions liées à l'état de faillite 342
43.1.2. L'organisation frauduleuse d'insolvabilité 344
43.2. L'abus de confiance 345
43.2.1. Un détournement ou une dissipation 346
43.2.2. De choses protégées par la loi 346
43.2.3. Une remise préalable et précaire 347
43.2.4. Un préjudice 348
43.2.5. Une intention frauduleuse 348
43.3. L'abus de biens sociaux 350
43.4. L'escroquerie 351
43.4.1. La remise ou la délivrance 351
43.4.2. De choses protégées par la loi 352
43.4.3. L'emploi de moyens frauduleux 352
43.4.4. L'intention de s'approprier le bien d'autrui 353
43.5. La fraude informatique 354
43.6. Le recel 354
43.6.1. La possession ou la détention d'un objet obtenu à l'aide d'un crime ou d'un délit commis par un tiers 356
43.6.1.1. L'acte matériel de recel 356
43.6.1.2. Les choses recelées 356
43.6.1.3. L'origine illicite de la chose 356
43.6.2. La connaissance préexistante ou concomitante à la prise de possession de l'origine illicite de l'objet 357

43.6.3. L'élément moral 357
43.7. Le cel frauduleux 358
43.7.1. La possession d'une chose mobilière appartenant à autrui 358
43.7.2. L'obtention par hasard de la possession 358
43.7.3. L'appropriation illicite de la chose par le cel ou la cession 358
43.7.4. L'intention frauduleuse 358
43.8. Les grivèleries 359
43.8.1. L'impossibilité absolue de payer 359
43.8.2. La connaissance préalable de cette impossibilité 359
43.8.3. L'intervention personnelle de l'auteur 359
43.9. L'émission de chèques sans provision 360
43.9.1. L'émission 361
43.9.2. L'absence de provision préalable, suffisante et disponible 361
43.9.3. L'élément moral 362

44. Destructions, dégradations et dommages (Art. 510 à 550) 362
44.1. Les incendies 362
44.1.1. Les incendies volontaires 362
44.1.1.1. Éléments communs aux diverses formes d'incendies volontaires 362
44.1.1.2. Des diverses formes d'incendies volontaires 362
A. L'incendie d'édifice où l'auteur a dû présumer une présence humaine (Art. 510 C. pén.) 362
B. L'incendie d'une propriété immobilière où l'auteur n'a pas dû présumer une présence humaine, soit de forêts, bois, taillis ou récoltes sur pied (Art. 511 C. pén.) 363
C. L'incendie de la propriété mobilière d'autrui (Art. 512 C. pén.) 363
D. L'incendie par communication (Art. 516 et 517, C. pén.) 363
44.1.1.3. Circonstances aggravantes 363
A. Le feu mis durant la nuit (Art. 513 C. pén.) 363
B. L'incendie causant des blessures ou la mort (Art. 518 C. pén.) 364
44.1.2. Les incendies involontaires 364
44.2. La destruction par explosion 364
44.3. Destructions et dégradations 365
44.3.1. Destruction d'un édifice appartenant à autrui 365
44.3.2. Dégradation des propriétés immobilières d'autrui 365
44.3.3. Graffitis sur des biens mobiliers ou immobiliers 365
44.3.4. Mise hors d'usage d'un édifice appartenant à autrui 366

44.3.5. Destruction ou mise hors d'usage d'un véhicule à moteur 366
44.3.6. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces 366
44.3.7. Bris de clôture 367
44.3.7.1. La destruction de clôture 367
44.3.7.2. Le déplacement ou la suppression des bornes reconnues pour établir les limites entre différents héritages 368
44.3.7.3. L'intrusion dans les zones portuaires 369

45. Accès illicite à un système informatique (Art. 550*bis* et 550*ter*) 369

46. Contraventions (Art. 559 à 566) 371
46.1. Dégradations mobilières 371
46.2. Tapage nocturne 371
46.3. Dégradation de clôture 372
46.4. Violences légères 372
46.5. Visage masqué dans les lieux publics 372

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE DE DROIT PÉNAL ET DE PROCÉDURE PÉNALE 373

INDEX DES INFRACTIONS ET DE LEUR(S) PEINE(S) 379

Registre alphabétique